Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre ABELIN

OBJET : Adoption du règlement intérieur des assemblées de la C.A.P.C. (conseil communautaire et bureau)

Mesdames, Messieurs,

Les dispositions relatives aux règlements intérieurs des conseils municipaux sont applicables aux E.P.C.I. Ainsi, le conseil communautaire doit établir un règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

Les dispositions de l'ancien règlement sont rendues caduques par l'installation du nouveau conseil mais celui-ci peut confirmer le règlement antérieur par délibération. Après avoir été adopté, le règlement intérieur peut, par la suite, être modifié à tout moment par un nouveau vote.

Le conseil communautaire définit librement les dispositions du règlement intérieur. Toutefois, certaines dispositions sont prévues par la loi. Le règlement intérieur doit obligatoirement fixer :

- *les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire – article L. 2312-1 du C.G.C.T.,*
- *les régimes des questions orales posées par les conseillers en séance du conseil – article L. 2121-19 du C.G.C.T.,*
- *les modalités d'expression dans le bulletin d'information de la collectivité – article L. 2121-27-1 du C.G.C.T.,*
- *les règles relatives aux missions d'information et d'évaluation,*
- *les conditions de consultation des projets de contrats de service public ou de marché public – article L. 2121-12 du C.G.C.T.*

Les dispositions du règlement intérieur doivent être conformes aux lois et règlements en vigueur. Un règlement intérieur ne doit comporter que des mesures concernant le fonctionnement interne du conseil.

* * * * *

VU l'article L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales rendant applicables au fonctionnement de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale, les dispositions relatives au fonctionnement du conseil municipal

VU les articles L.2121-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, relatifs au fonctionnement du conseil municipal

VU l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'établissement du règlement de l'assemblée délibérante dans les 6 mois suivant son installation,

CONSIDÉRANT que ce document est fixé librement par le conseil communautaire dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur,

CONSIDÉRANT l'obligation pour le conseil communautaire d'établir son règlement intérieur dans les 6 mois suivant son installation,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le règlement intérieur ci-annexé.

UNANIMITE

Certifiée exécutoire
Par le président de la communauté d'agglomération
Transmis à la sous préfecture, le 27/06/2014 n° 6052
Publié au siège de la CAPC, le 27/06/2014

Pour ampliation,
Pour le président et par délégation,
La responsable du service juridique
Nadège GROLLIER